



Fédération des syndicats SUD-Rail
17 Bd de la libération 93200 St Denis

01 42 43 35 75 - www.sudrail.org

federation-sudrail@wanadoo.fr

La grève du 24 Nov

24 novembre 2008 n°12

Aujourd'hui SUD-Rail appelait les cheminots de tous les services à la grève pour s'opposer à l'éclatement de la réglementation et à l'autonomisation des activités. Cette grève n'est pas un succès, trop nombreux sont ceux qui ont joué la division syndicale, mais nous pensons que nous avons eu raison de maintenir notre appel. Pourquoi ?

Ce que les cheminots doivent savoir !

17 novembre 2008 : Pourquoi la direction a-t'elle, soit disant, vidé son projet de modification du RH0077 ?

- ✚ Sûrement pas parce que FGAACFDT aurait représenté une menace de blocage de trafic importante, d'ailleurs il n'y avait que 12% de D2i déposées par les ADC, alors qu'ils ont été 57% à faire grève à l'appel de SUD-Rail et de la CGT le 6 novembre.
- ✚ Surement pas parce que FGAACFDT aurait une légitimité incontournable acquise grâce aux suffrages des cheminots. (CFDT 11,59%, FGAAC 3,04% aux dernières élections CE de 2006 et respectivement 3,25% et 29,34% dans le collège conduite aux dernières élections DP)

Alors pourquoi ?

- ✚ D'abord, contrairement à la communication de l'entreprise et de ces deux fédérations, la direction et le gouvernement ne reculent pas sur le fond, car avant tout ce décret modificatif du RH0077, par son existence même entérine le principe de fragmentation de la réglementation du travail des cheminots par activité. Et Pépy a besoin de cette fragmentation pour poursuivre l'éclatement de l'entreprise en activités autonomes, (c'est-à-dire en activités filialisables ou privatisables), comme annoncé dans son projet « vision 2012 ».
- ✚ Ensuite, l'accord CGT/CFDT/MEDEF modifiera profondément le paysage syndical à la SNCF à l'issue des prochaines élections et Pépy veut absolument construire un pôle syndical d'accompagnement UNSA/FGAACFDT pesant plus de 30% à la SNCF, pour mettre en œuvre « sa vision 2012 » de la SNCF. Pour cela, Pépy tente de valoriser l'action de fédérations qui font illusion de combattre sa politique mais qui en réalité... l'accompagnent et la favorisent.

Le relevé de conclusion du 19 novembre et les suites à l'appel commun des 5 fédérations : que s'est-il vraiment passé ?

Le jeudi 20 novembre au matin, le relevé de conclusion des positions de la direction confirme le maintien du volontariat au Fret et donc le principe de fragmentation de la réglementation. Il confirme également, la non mise en œuvre du projet au 14 décembre pour des raisons techniques. (La campagne d'information menée par les équipes militantes SUD-Rail est largement la cause de l'échec de la campagne volontariat de la direction).

Le 20 après midi, la fédération SUD-Rail donne son accord à la CGT sur un nouveau relevé de conclusion excluant le maintien du principe de volontariat (l'idée est de faire acter par la direction le principe d'une non application du décret). Le 20 novembre en fin de journée, nous apprenons que la CGT négocie seule avec la direction le relevé de conclusion. Le 21 au matin, la fédération SUD-Rail adresse un courrier à la direction pour avoir des éclaircissements sur la position réelle de l'entreprise. Le DRH est sans ambiguïté, Nogué nous disant très clairement qu'il a accepté le relevé de conclusion CGT/SUD-Rail « pour ne pas jeter de l'huile sur le feu » mais que dans les faits, la position de l'entreprise n'avait pas changé.

Les propos du DRH sont confirmés le 23 novembre par Guillaume Pépy dans une interview visible sur le site :

http://www.dailymotion.com/relevance/search/pepy%2Bmediapart/video/x7h83i_pepy1greve_news

« On a pas du tout retiré un projet de réforme du FRET ; évidemment on a négocié avec les organisations syndicales qui le souhaitaient. **Parce que nous voulions garder ce principe de volontariat**, mais nous voulions éviter qu'on tombe dans la *grèviculture* qu'on nous reproche si souvent. »

« On garde le décret et le gouvernement nous a suivi, **désormais à la SNCF il y a un système de volontariat pour expérimenter une nouvelle organisation du travail**

Mais on a négocié avec les organisations syndicales réformistes un système qui est moins en rupture que nous l'aurions souhaité »

« Sur le fond, si on veut faire des réformes à la SNCF, il faut savoir négocier avec les organisations syndicales qui acceptent les réformes. »

C'est très clair : Les principes sont confirmés, le relevé de conclusion n'est rien d'autre qu'un mensonge d'entreprise. Pépy refuse tout dialogue avec SUD-Rail au motif que nous n'acceptons pas de négocier les reculs sociaux !

Incontestablement la mobilisation le 24 novembre n'a pas été suffisante pour faire reculer la direction, encore moins le gouvernement. . .

Et pour cause, nous sommes dans une situation assez inédite :

FGAACFDT a déposé un préavis de grève pour faire pression sur le gouvernement pour qu'il publie au plus vite un décret instituant une fragmentation réglementaire par activité qui concerne tous les cheminots.

La CGT, peut être pour ne pas « irriter » l'usager électeur aux prud'homales, se réfugie derrière un relevé de conclusion, dont les termes sont démentis immédiatement par la direction RH, pour se retirer à la hâte de l'appel unitaire à la grève.

SUD-Rail a maintenu son appel à une grève tous services :

Quand malheureusement constat est fait qu'il n'est pas possible de réaliser l'unité des fédérations, nous estimons avoir le devoir de donner la possibilité aux cheminots de faire l'unité entre eux. Nous considérons notre syndicalisme comme un outil au service et à disposition des cheminots. Au-delà d'avoir permis à de nombreux cheminots (28% ADC, 12% ECT) d'exprimer leur opposition au projet de la direction, la mobilisation sur notre préavis a permis le débat partout où ont été en organisées des Assemblées Générales.

Et maintenant ?

Après l'échec du combat contre la modification du régime de retraite des cheminots, l'histoire semble parfois se répéter et les débats suscités par l'échec des stratégies syndicales sont nombreux chez les cheminots. Bien des questions sont légitimement posées, tant la succession d'actions limitées à 24h00, secteur par secteur, entreprise par entreprise, métier par métier, alors que le bon sens voudrait que chacun travaille à la convergence des luttes. Ce combat pour l'unité des cheminots, des travailleurs, SUD-Rail n'y renoncera pas.

Nous poursuivrons notre combat avec tous les cheminots qui, comme nous, n'acceptent pas l'idée que les reculs sociaux puissent être un progrès ou une fatalité.

Le 24 novembre, quelques AG ont décidé de la reconduction.

D'autres luttes locales régionales vont s'enclencher dans les prochains jours, la fédération SUD-Rail soutient pleinement leur décision et leur action déterminée et juste.